

INTERROGATION ECRITE N°1

1 – LA NOTION DE POUVOIR LEGITIME

Document 1 – Du droit du plus fort...

Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir. De là le droit du plus fort ; droit pris ironiquement en apparence, et réellement établi en principe. Mais ne nous expliquera-t-on jamais ce mot ? La force est une puissance physique, je ne vois point quelle moralité peut résulter de ses effets. Céder à la force est un acte de nécessité non de volonté ; c'est tout au plus un acte de prudence. En quel sens pourra-ce être un devoir ?

Supposons un moment ce prétendu droit. Je dis qu'il n'en résulte qu'un galimatias inexplicable. [...] Sitôt qu'on peut désobéir impunément, on le peut légitimement, et puisque le plus fort a toujours raison, il ne s'agit que de faire en sorte qu'on soit le plus fort. Or qu'est-ce qu'un droit qui périt quand la force cesse ? S'il faut obéir par force, on n'a pas besoin d'obéir par devoir, et si l'on n'est plus forcé d'obéir, on n'y est plus obligé. On voit donc que ce mot de droit n'ajoute rien à la force, il ne signifie ici rien du tout. Obéissez aux puissances. Si cela veut dire cédez à la force, le précepte est bon, mais superflu, je réponds qu'il ne sera jamais violé [...]. Convenons donc que force ne fait pas droit, et qu'on n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes. Ainsi ma question primitive revient toujours.

(Source :Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*)

Q1 – Donnez une définition du pouvoir (1 pt).

Q2 – Quels sont les arguments de Rousseau pour montrer que la force n'est pas la principale source du pouvoir ? (2 pts).

Q3 – Quelles sont les autres sources du pouvoir ? (2 pts)

Document 2 – Le dalaï-lama reçoit la médaille d'or du Congrès américain

Le président américain George Bush a remis au dalaï-lama la Médaille d'or du Congrès, la plus haute distinction civile américaine, et a exhorté la Chine à entamer des discussions avec lui. Sous la coupole du Capitole, le chef spirituel des bouddhistes Tibétains a quant à lui assuré ne pas revendiquer l'indépendance, mais seulement une plus grande autonomie. « Je continuerai à exhorter les dirigeants chinois à accueillir le dalaï-lama. Ils trouveront en cet homme bon, un homme de paix et de réconciliation », a déclaré Bush, premier président des Etats-Unis en exercice à se montrer publiquement aux côtés du lauréat du prix Nobel de la paix 1989, considéré par le gouvernement chinois comme un traître et un séparatiste. « En ce qui concerne l'avenir du Tibet, laissez moi saisir cette opportunité pour réaffirmer catégoriquement que je ne recherche pas l'indépendance. Je recherche une autonomie significative pour le peuple tibétain au sein de la République populaire de Chine », a souligné le dalaï-lama. « En outre, je n'ai pas l'intention de faire d'un éventuel accord d'autonomie une étape sur la voie de l'indépendance », a-t-il ajouté devant un parterre de 1.200 élus et personnalités.

En marge du congrès du Parti communiste chinois, Ye Xiaowen, directeur général de l'Administration chinoise des affaires religieuses, a dénoncé une « farce » qui ne manquera pas d'affecter les relations avec Washington.

Le dalaï-lama, qui vit en exil en Inde depuis l'échec du soulèvement contre Pékin en 1959, avait été reçu la veille pendant une demi-heure par George Bush.

(Source :REUTERS, 16/10/2007)

Q1 – Quels types de légitimité peuvent être associés au dalaï-lama ? Justifiez votre réponse (1,5 pt)

Q2 – Quel est l' autre forme de la légitimité ? (2 pts)

Q3 – Après avoir rappelé la définition de l'Etat selon Max Weber, vous vous interrogerez sur la légitimité de la Chine à vouloir affirmer sa domination sur la Tibet ? Justifiez votre réponse (1 pt)

Document 3 – Électrifié pour avoir dépassé son temps de parole

Andrew Meyer, 21 ans, est étudiant à l'université de Floride, rapporte le quotidien Miami Herald. Lundi, après un discours de John Kerry, l'ex-concurrent de Bush à la présidentielle de 2004, l'étudiant a adressé une série de questions au sénateur démocrate sur la contestation du résultat des élections de 2004, sur l'impeachment de Bush, sur son appartenance à une société secrète. Et Andrew Meyer suggère même la lecture d'un livre à Kerry. Mais très vite, des policiers - vraisemblablement présents pour assurer la sécurité du sénateur - interviennent pour l'éloigner du micro. Puis Meyer est vigoureusement saisi pour être expulsé de la salle. Il se défend, se dérobe un peu avant d'être repris. Il crie plusieurs fois à l'aide et demande ce qu'il a fait pour mériter ce traitement. Andrew Meyer est ensuite isolé, jeté au sol et reçoit une décharge électrique d'un pistolet Taser. On entend alors les cris de douleur de l'étudiant. « Il avait outrepassé le temps de parole qui lui était alloué, a commenté Steve Orlando, le porte-parole de l'Université de Floride. Le micro a été coupé et il s'est alors énervé. » Ce n'est pas exactement ce que montre les images. Plus inquiétant, la vidéo montre qu'Andrew Meyer n'a pas reçu de soutien de la part des autres étudiants à part quelques cris. Le sénateur John Kerry n'est pas intervenu, il s'est proposé de répondre aux « questions importantes » de l'étudiant. Mais en pleine arrestation, ses réponses n'avaient guère d'intérêt. Andrew Meyer a été arrêté. Il sera présenté aux juges ce mardi. Il doit répondre de résistance à officier avec violence et de perturbation d'une réunion scolaire. Une marche en soutien à l'étudiant se tient mardi sur le campus de l'université de Floride.

(Source : Libération, 18 septembre 2007)

Q1 – L'usage de la force est-il justifié dans cet exemple ? Justifiez votre réponse. (2 pts)

2 – LA NOTION D'ETAT-NATION

Document 1 –

A Hal, jolie ville de 35 000 habitants située en Flandre, juste à la frontière linguistique et dans cette fameuse périphérie de Bruxelles que les Belges appellent " BHV " (Bruxelles-Hal-Vilvorde), le conseil communal a mis les points sur les " i " : tout écriteau en français est prié de disparaître de la voie publique[...]

Les Flamands en ont marre. Même le roi des Belges, qui est aussi le leur, ne parle qu'approximativement leur langue, pourtant officielle dans le pays. Les hommes politiques flamands savent tous s'exprimer en français, alors que la plupart de leurs homologues francophones ne se risquent pas au néerlandais. [...]

La frustration linguistique est déterminante dans les derniers coups de force des politiques flamands et dans la crise qui place la Belgique, depuis plus de cinq mois, sans gouvernement fédéral. Elle s'ajoute au sentiment de revanche, déjà ancien, d'une Flandre devenue économiquement supérieure à la Wallonie. En jouant sur les susceptibilités et les symboles, les politiques font monter la fièvre. [...]

(Source : Marion Van Renterghem, "Vous parlez français ? Neen", Le Monde, 18-11-07)

Q1 – Expliquez la phrase soulignée? (1 pt)

Q2 – A quelle conception de la nation ce texte fait-il allusion ? Justifiez (2 pts)

Document 2 –

Des dizaines de milliers de Belges ont manifesté, dimanche 18 novembre, dans les rues de Bruxelles pour démontrer leur attachement à la Belgique au moment où une profonde crise politique menace la pérennité du royaume. Une forêt de drapeaux belges ont envahi la capitale belge 161 jours après les élections du 10 juin dernier, qui n'ont pas encore débouché sur la formation d'un gouvernement, tant Flamands et francophones sont divisés sur la gestion du pays.

Aux cris de "*Belgique, Belgique!*" ou de "*Vive le roi!*", ces 35 000 personnes, selon les autorités de la ville, ont défilé dans une marée de drapeaux nationaux "*noir-jaune-rouge*" avant de se réunir dans un des parcs de Bruxelles pour une fête avec frites, bière et concerts. [...] Ce rassemblement pro-belge dépasse par son ampleur toutes les précédentes manifestations de ce type, qui n'avaient jamais dépassé le millier de participants.

(Source : Le Monde.fr avec Reuters et AFP - 18.11.07)

Q1 – Sur quels symboles reposent l'unité belge ? (1 pt)

Q2 – A quelle conception de la nation ce texte fait-il allusion ? Justifiez (2 pts)

3 – TEST (2,5 pts)

Question 1. La science politique est la discipline qui étudie :

- Les relations entre l'Etat et les citoyens.
- Les régimes démocratiques.
- Les phénomènes de pouvoir et les institutions dans les sociétés.
- Les institutions sociales.

Question 2. Le pouvoir d'injonction est un pouvoir basé sur :

- Seulement l'usage de la force.
- La contrainte.
- La corruption.
- Les relations sociales.

Question 3. La conception française de la nation a été définie notamment par :

- Max Weber.
- Jean Jaurès.
- Ernest Renan.
- Charles Maurras.

Question 4. La conception française de la nation :

- Reconnaît officiellement tous les particularismes.
- Reconnaît un citoyen abstrait détaché de toute appartenance particulière.
- Reconnaît un citoyen abstrait mais n'accepte pas la pratique des cultes religieux.
- Reconnaît les appartenances régionales mais pas les appartenances religieuses.

Question 5. La conception allemande de la Nation :

- Est liée aux travaux de Goethe.
- Reste associée aux écrits de Fichte.
- Rejette toute forme d'immigration.
- Est fondée sur le droit du sol.

CORRIGE DE L'INTERROGATION ECRITE N°1

1 – LA NOTION DE POUVOIR LEGITIME

Q1 – Le pouvoir est souvent considéré comme une relation entre des acteurs sociaux (des individus, des groupes sociaux ou classes sociales). Comme le disait Max Weber, la relation de pouvoir s'observe quand un individu accomplit conformément à la volonté d'un autre individu, une action qu'il n'aurait pas accomplie spontanément. Pour avoir du pouvoir il faut savoir commander, se faire respecter et se faire obéir. Mais le critère de pouvoir se trouve dans la tête de celui qui obéit, est censé ou paraît obéir. Lui seul sait ce qu'il aurait fait si aucun ordre ne lui avait été donné. Tous les observateurs extérieurs y compris celui qui a donné l'ordre ne peuvent émettre à son sujet que des hypothèses.

Q2 – La force est une source du pouvoir. En utilisant la force, je peux contraindre quelqu'un à obéir. Cependant, le pouvoir que confère la force est limité pour plusieurs raisons :

- La force empêche le consentement de celui qui obéit. Il n'accomplira plus sa tâche dès que l'usage de la force ne se fera plus sentir. Le pouvoir nécessite donc un consentement volontaire. La force n'est légitime que si elle est acceptée.
- Celui qui utilise force pour exercer son pouvoir risque de rencontrer une force encore plus grande que la sienne. Le pouvoir assis sur la force est donc provisoire.

Q3 – Le pouvoir repose donc sur d'autres fondements :

- la persuasion, qui utilise le raisonnement ou des gratifications matérielles ou symboliques pour obtenir l'adhésion et l'obéissance. Ainsi, un discours argumenté peut entraîner l'adhésion. Là encore, le pouvoir persuasif ou d'influence est limité. Le discours et les gratifications peuvent perdre de la valeur avec le temps.
- la légitimité, c'est à dire de la capacité de faire accepter ses décisions comme bien fondées. Est légitime tout comportement qui est jugé acceptable par une grande partie de la population. La légitimité crée une discipline volontaire et librement consentie.
- l'autorité, c'est à dire le pouvoir d'obtenir sans recours à la contrainte physique un certain comportement de la part de ceux qui sont soumis.

Q1 – Le Dalaï-lama tient sa légitimité à la fois de la tradition (il a été choisi tout jeune comme représentant du Bouddhisme tibétain) et à son charisme (il est très apprécié en Occident pour ses qualités personnelles).

Q2 – La légitimité rationnelle-légale : elle est issue de la conviction que les règles fixées par une organisation sont légales et établies par des gens compétents. La soumission des individus ne se fait pas à des personnes particulière (agent de police, chef hiérarchique...) mais à une autorité légalement constituée fondée sur des lois et des règlements qui s'appliquent à tous de la même façon.

Q3 – Selon Max Weber, "l'Etat est une communauté humaine, qui dans les limites d'un territoire donné, revendique avec succès, pour son propre compte, le monopole de la violence physique légitime". La Chine, en envahissant le Tibet en 1959 par la force n'est pas légitime vis-à-vis des tibétains qui résistent à l'invasion de différentes façons. Cependant, l'Etat chinois détenant le monopole de la violence arrive à asseoir peut à peu son emprise sur ce territoire.

Q1 – Dans ce cas, la violence policière n'est pas légitime. Il s'agit d'un abus de pouvoir car la violence utilisée est disproportionnée par rapport à la perturbation « supposée » par l'intervention de l'étudiant. Le fait que les étudiants aient organisé une marche de soutien montre que l'intervention policière a été perçue comme illégitime.

2 – LA NOTION D'ETAT-NATION

Q1 – La phrase illustre l'action des hommes politiques belges qui en insistant sur les symboles linguistiques comme facteur de différenciation poussent les citoyens flamands au "nationalisme" et ainsi à s'opposer aux Wallons. Le « politicien » agit comme un entrepreneur de morale en opposant les groupes d'individus pour créer un sentiment de solidarité au sein du groupe.

Q2 – Ce texte montre l'actualité de la conception allemande (Fichte) ou la nation est avant tout une communauté de langue et de culture où l'hérédité est importante. Ainsi toute personne qui parle flamand ou qui a des parents flamands fait pas partie de la communauté flamande et peut donc justifier le séparatisme. Les hommes politiques nourrissent ce sentiment « nationaliste » en appliquant des normes linguistiques plus strictes. Le développement économique plus important de la Flandre ces vingt dernières années alimente aussi une volonté séparatiste, qui cadre mal avec un projet commun où le partage des richesses aurait un sens, la tentation est forte alors de se replier sur l'échelon communautaire.

Q1 – Symboles institutionnels : Drapeau, roi ; Symboles culturels : frites, bières...

Q2 – Ce texte renvoie à la conception de Renan lorsqu'il dit qu'une nation est un « plébiscite de tous les jours », au delà des différences de culture ou de langue, les bruxellois montrent –en se rassemblant- qu'ils ont envie de vivre ensemble et qu'ils ont un passé commun (roi, drapeau). La manifestation organisée à Bruxelles montre que les belges possèdent un sentiment national au delà de leur appartenance communautaire. La référence à des symboles communs institutionnels (drapeau, royauté) et culturels (frites, bières) ainsi que l'existence d'équipes de sport nationaux favorisent l'idée qu'il existe « une communauté imaginaire » belge, une nation.

- Q1** – Les phénomènes de pouvoir et les institutions dans les sociétés.
- Q2** – La contrainte.
- Q3** – Ernest Renan.
- Q4** – Reconnaît un citoyen abstrait détaché de toute appartenance particulière.
- Q5** – Reste associée aux écrits de Fichte.